

ministre suppléant voudrait-il bien indiquer très brièvement le caractère général de cette initiative?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, ma réponse à la première question est non. L'initiative prise par la Commission des prix et des revenus est encore parfaitement en vigueur. La Commission estime toujours que le programme qu'elle a proposé est tout à fait dans l'intérêt du public et elle persistera malgré la désapprobation témoignée de divers côtés. L'opinion du gouvernement est que les forces inflationnistes sont encore puissantes malgré l'évolution de la conjoncture économique et qu'il est absolument dans l'intérêt de l'ensemble du pays que tous les députés fassent chorus pour exhorter les Canadiens à collaborer avec la Commission.

L'hon. M. Stanfield: Étant donné que le premier ministre suppléant reconnaît l'évolution du climat économique, la détérioration des perspectives du secteur des affaires et l'augmentation brutale du chômage, j'aimerais lui demander si le gouvernement a l'intention de ralentir encore davantage l'économie en particulier en présentant un programme de restrictions du crédit à la consommation? J'ai posé cette question au ministre il y a quelques jours et sa réponse fut qu'il la transmettrait au ministre des Finances. Pourrait-il nous indiquer maintenant si le gouvernement a toujours l'intention de créer ainsi davantage de chômage?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le gouvernement fera connaître prochainement ses intentions quant aux mesures sur le crédit à la consommation. Je refuse d'admettre que cela aggraverait le chômage. L'inflation constitue à mon avis la pire menace à la stabilité de l'emploi.

M. l'Orateur: Le député d'Oshawa-Whitby a une question complémentaire à poser.

M. Broadbent: Elle n'est pas complémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le député de Prince Edward-Hastings a la parole.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. La pratique habituelle d'envoyer un ministre suppléant à la place du ministre qui ne peut assister à la conférence du CTC n'est-elle pas due au fait que le gouvernement sait que son programme anti-inflationniste ne tient pas debout et qu'aucun ministre ne souhaite être la risée de tous face au Congrès du travail du Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'INDUSTRIE

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR L'AUTO-MOBILE—LA GARANTIE SUR LA VALEUR AJOUTÉE—LES PRIX DES VOITURES AU CANADA

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Du fait de son importance pour la protection de l'emploi des Canadiens, le ministre peut-il assurer à la Chambre que le gouvernement ne renoncera pas à la disposition relative à la garantie sur la valeur ajoutée qui existe actuellement dans l'accord canado-américain sur les produits automobiles au cours des présentes négociations avec les Américains?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je le regrette, mais je ne puis prendre un tel engagement. Toutefois, si jamais nous décidons d'abandonner ces garanties ce sera en faveur d'autres avantages à gagner.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, comme le ministre ne peut donner cette assurance, je lui poserai une autre question. Donnerait-il à la Chambre l'assurance que la garantie d'un pourcentage de production canadienne ne sera pas abandonnée et qu'on ne laissera pas même tomber ce pourcentage au-dessous du niveau actuel?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'ai dit avant-hier que mes idées là-dessus n'étaient pas pétrifiées. J'espère que celles du député ne le sont pas non plus.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, une dernière question supplémentaire. A la suite des conclusions de l'étude venant de paraître, et parrainée par le Comité canado-américain, selon lesquelles les différences de prix entre les voitures vendues au Canada et les voitures vendues aux États-Unis ne s'expliquent pas sur le plan économique, le ministre exercerait-il des pressions sur les fabricants canadiens en vue d'une réduction immédiate des prix des automobiles dans notre pays?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je pourrais aussi indiquer que la balance commerciale entre le Canada et les États-Unis qui nous était défavorable de 450 millions de dollars en 1968, ne l'est maintenant que de 162 millions, ce qui représente un énorme progrès pour cet accord.

Une voix: Qu'est-ce que cela a à voir avec le prix des automobiles?